



## ÉTABLISSEMENT

**CCAS de Cannes (06)**  
22 rue Borniol  
06400 Cannes

**AVIS DE MARCHÉ  
SERVICES****Organisme acheteur**

CCAS de Cannes (06), Lionel MERCIER, 22 rue Borniol, 06400 Cannes, pays\_ISO3166\_FRA. Fax : +33 493063180. E-mail : lmercier@ccas-cannes.fr.

**Adresse(s) internet**

Adresse générale de l'organisme acheteur : <http://www.ccas-cannes.fr/>  
Site du profil d'acheteur : <https://www.marches-securises.fr>

**Objet du marché**

Marché de prestations intellectuelles passé en procédure adaptée Missions d'assistance et de conseil pour la passation de marchés publics pour la fourniture d'électricité et de gaz naturel « rendus sur site » incluant la gestion de l'acheminement, et prestations de services associées. Les prestations, détaillées dans le CCTP, portent sur toutes les phases de la consultation, de la définition du besoin (audit - état des lieux : analyser des contrats, définir et évaluer les besoins) à la signature du contrat, à sa mise en place et à son suivi sur une période de trois mois et à son renouvellement (Durée du contrat avec les fournisseurs d'énergies : 4 ans maximum).

**Lieu d'exécution**

ccas de cannes 06800 cannes

**Caractéristiques****Type de procédure :**

Procédure adaptée.

**Caractéristiques principales :**

La procédure de passation utilisée est la procédure adaptée ouverte.

Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du code de la commande publique.

Le présent marché est un marché de prestations de services.

Il s'agit d'un marché de type « accord-cadre » à bons de commande soumis aux dispositions des articles R.2162-2 et R. 2162 -13 et 14 du CCP.

L'accord-cadre sera attribué à un seul opérateur économique.

Conformément à l'article R. 2123-5, le CCAS de Cannes se réserve la possibilité de négocier.

**Quantités (fournitures et services), nature et étendue (travaux) :**

Préparation, rédaction et mise en oeuvre, dans ses aspects techniques et juridiques, du lancement du marché (définition des besoins et préconisations, élaboration des cahiers des charges administratives et techniques particulières, rédaction des documents de la consultation, de l'avis d'appel public à concurrence, proposition de choix et de pondération des critères, du suivi des consultations et de l'analyse des offres, négociations et préconisations), à la finalisation du contrat et au suivi de la mise en place dudit marché sur une période de trois mois. (Si la procédure retenue est l'accord cadre (4 ans) avec marchés subséquents (2 x 2 ans), le prestataire réalisera les missions relatives aux lancements des procédures des marchés subséquents dans leur intégralité jusqu'à l'attribution des marchés.)

**Des variantes seront prises en considération : Non**

**Division en lots :** Non

**Durée du marché ou délai d'exécution**

Durée en mois : 36 (à compter de la date de notification du marché).

**Date limite de réception des offres ou des demandes de participation**

**Jeudi 05 décembre 2024 - 12:00**

**Délai minimum pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre**

**Durée en jours :** 120 (à compter de la date limite de réception des offres).

**Date prévisionnelle de début des prestations (fournitures/services)**

01 janvier 2025

**Conditions relatives au marché****Cautonnement et garanties exigés**

Confère Dossier de Consultation des Entreprises

**Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent**

Confère Dossier de Consultation des Entreprises

**Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché**

Confère Dossier de Consultation des Entreprises

**Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature autre que la langue française**

Français.

**Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat****Documents à produire à l'appui des candidatures par le candidat, au choix de l'acheteur public :**

- Formulaire DC1, Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses co-traitants (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-dc4>).
- Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-dc4>).
- Formulaire DC3, Acte d'engagement (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-dc4>).
- Formulaire DC4, Déclaration de sous-traitance (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-dc4>).
- S'il s'appuie, pour présenter sa candidature, sur les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur public. Le candidat doit également apporter la preuve que chacun de ces opérateurs économiques mettra à sa disposition les moyens nécessaires, pendant toute la durée d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre (documents à produire en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).
- Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

**Documents à produire obligatoirement par l'attributaire, avant la signature et la notification du marché public ou de l'accord-cadre (formulaire NOTI1) :**

- Les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail.
- Si l'attributaire est établi en France, les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou un état annuel des certificats reçus (formulaire NOTI2).
- Si l'attributaire est établi dans un Etat autre que la France, un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.
- Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

**Critères d'attribution**

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération.

- 1: Prix 40%
- 2: Valeur technique 60%

**Autres renseignements****Numéro de référence attribué au marché par l'organisme acheteur**

2024-15

**Conditions et mode de paiement pour obtenir les documents contractuels et additionnels**

Le pouvoir adjudicateur met à disposition le dossier de consultation par voie électronique, sur son profil d'acheteur, à l'adresse suivante : <http://www.marches-securises.fr>

Les soumissionnaires pourront s'authentifier sur le site et notamment indiquer une adresse courriel électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications.

Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées via la plateforme de dématérialisation lors du déroulement de la présente consultation s'il télécharge le dossier sans s'identifier, ou bien en raison d'une erreur qu'il aurait fait dans la saisie de son adresse électronique, ou en cas de suppression de ladite adresse électronique. Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

**Conditions de remise des offres ou des candidatures**

Conditions d'envoi des documents par voie électronique via la plate-forme <https://www.marches-securises.fr>

Confère article 15 du Règlement de la consultation.

Si l'opérateur économique souhaite disposer d'une assistance dans le cadre du dépôt de sa candidature ou de son offre par voie électronique, il peut contacter la Hotline proposée par le groupe Atline, éditeur de la plateforme [www.marches-securises.fr](http://www.marches-securises.fr) (tél. : 04 92 90 93 27). Atline propose également une assistance par mail ([contact@atline.fr](mailto:contact@atline.fr)).

**Adresses complémentaires**

**Adresse auprès de laquelle des renseignements d'ordre administratif et technique peuvent être obtenus :**  
CCAS DE CANNES 22 RUE BORNIOLE , 06400 CANNES, FRANCE. URL : <http://www.marches-securises.fr>.

**Date d'envoi du présent avis**

06 novembre 2024